

ON INTERPELLE A LA CHAMBRE
SUR L'APPLICATION DE L'IMPOT
SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

★ UNE INTERVIEW DU PRINCE CAROL DE ROUMANIE ★

EXCELSIOR

11^e Année. — N° 3.631.
Pierre Lafitte, fondateur.

PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE : 20 cent.
Départements, Belgique, 8^e Quai de Luxembourg, Provinces rhénanes ou rudes : 25 cent.
Etranger : 30 cent. (Voir prix des abonnements, dernière page.)

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
Tél. : Gut. 02-73-02-75-15.00 — Adr. Tél. : Excel-Paris. — 20, rue d'Enghien, Paris.

SAMEDI
20
NOVEMBRE
1920

Il vaut encore
mieux ne rien faire
que de travailler
sans but.
ETARCOS.

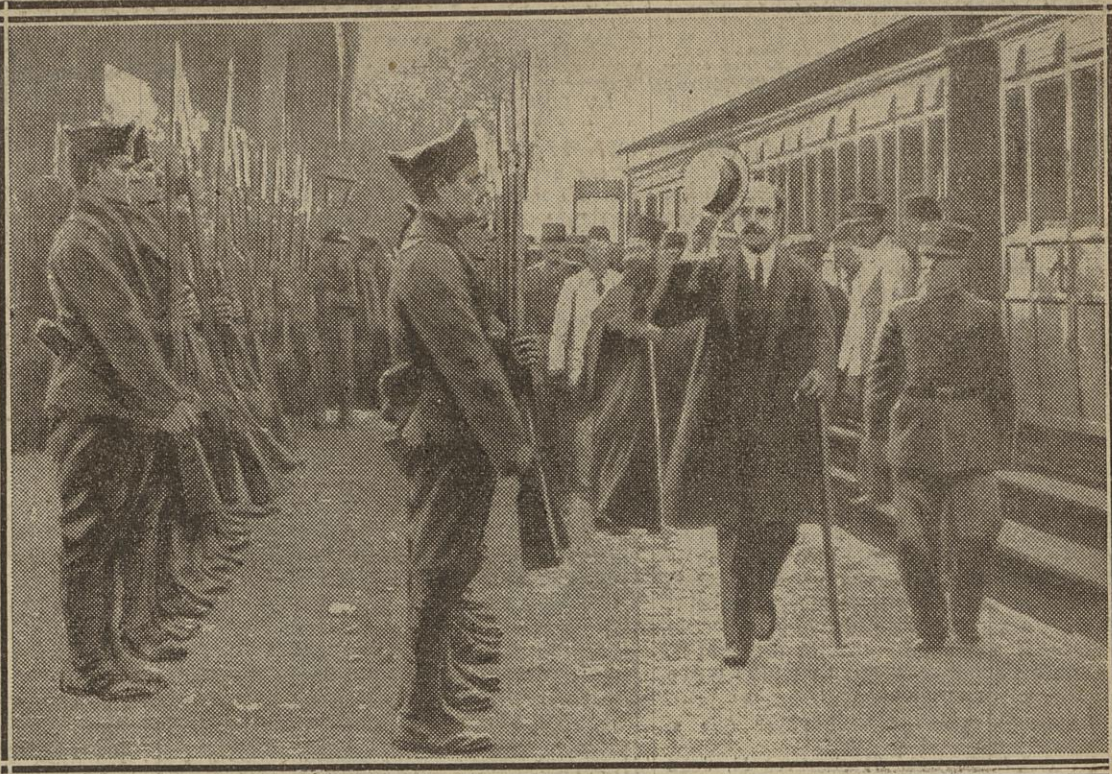
LES TROUPES HELLÈNES DEVRONT-ELLES ÉVACUER BIENTOT L'ASIE MINEURE ?



LES G^{ra}ux PARASKEVOPOULO, PANGALOS ET LE COLONEL GEORGES



LE FILS DE M. VENIZELOS



M. STARGIADES, HAUT COMMISSAIRE DE GRÈCE A ALACHEIR



PASSAGE DU COMMANDANT EN CHEF A PANDERMA



LE GÉNÉRAL PARASKEVOPOULO



ENTRÉE DU GÉNÉRAL IOANNOU A AK-HISSAR



RASSEMBLEMENT DE PRISONNIERS TURCS A ALACHEIR



UNE REVUE DES TROUPES GRECQUES A AHMEDLI



LES CUISINES DES EVZONES SUR LE FRONT

L'une des premières promesses faites au peuple par M. Rhallys, le nouveau chef du gouvernement hellénique, a été de démobiliser avant les élections les troupes de l'intérieur et les armées en campagne, c'est-à-dire celles qui combattent les forces turques nationalistes. La question est surtout grosse de consé-



DANS UNE RUE DE BROUSSE

quences pour le corps expéditionnaire d'Asie Mineure opposé aux principales troupes de Kemal pacha. Voici de récents instantanés représentant le général Paraskevopoulo, commandant en chef en Asie Mineure, et ses troupes. La possible revision du traité de Sèvres réduira sans doute la portée de leurs succès.



OFFICIERS GRECS DEVANT LES RUINES DE SARDES

L'IMPOT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

MM. Maurice Ajam, Victor Constant, Edouard Néron, René Lefebvre et Paul Gay interpellent, sur l'application de cette taxe, le ministre des Finances.

Vendredi prochain, M. François-Marsal répondra aux interpellateurs.

Les protestations auxquelles a donné lieu, dans le monde commercial, l'application de l'impôt sur le chiffre d'affaires ont eu hier, leur écho à la tribune du Palais-Bourbon. Plusieurs interpellateurs se sont élevés, en effet, contre les procédés de l'administration et les vexations dont les commerçants seraient l'objet. M. François-Marsal, ministre des Finances, leur répondra vendredi prochain.

Toutes les chambres de commerce, a dit M. Ajam, avaient, sans enthousiasme certes, mais avec une sage résignation, accepté l'impôt sur le chiffre d'affaires. Mais dès l'application, les vérificateurs sont tombés chez les commerçants, ont ouvert leurs tiroirs, exigé leurs factures. Ce n'est pas là ce qui avait été promis !

Le député de la Sarthe a soutenu que l'impôt sur le chiffre d'affaires, par la manière dont il était appliqué, « tuait » actuellement non seulement le travail à domicile, mais aussi l'exportation de la mode et de la couture — risquant d'annuler l'industrie de Paris et des grandes villes — et mettait nos commissionnaires en état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents étrangers. Il signala la gravité du conflit, qui semble s'accroître de plus en plus entre le citadin et le cultivateur.

Le commerçant ne veut payer que si l'agriculteur paye ! dit M. Ajam.

En fin de compte, fit observer M. Jean Molinié, c'est toujours le consommateur qui paye...

M. Victor Constant, député de la Haute-Loire, soutint que, dans la pratique, le commerçant payait la taxe et ne la récupérait presque jamais.

Cette assertion provoqua, d'ailleurs, de vives exclamations.

Il faut détruire cette légende que le petit commerçant récupère toujours, s'écria M. Victor Constant. Il ne le peut pas.

L'orateur protesta contre la circulaire ministérielle qui exonère de la taxe les coopératives de consommation, en particulier contre l'exonération dont bénéficient les coopératives militaires.

Il s'éleva aussi contre la façon dont les commissions opèrent le classement des établissements de luxe et de demi-luxe, surtout en ce qui concerne les débits de boissons.

M. Edouard Néron, également de la Haute-Loire, réclama des économies et la suppression des services inutiles.

Nombreux sont, dit-il, les juges de paix qui ne tiennent un audience que tous les quinze jours; des écoles primaires n'ont pas d'élèves; on ne supprime pas les sous-préfets inutiles. Dans la plupart des services d'Etat, le bureau des charbons, la flotte d'Etat, les essences et pétroles, c'est l'absence de comptabilité régulière, le déficit...

L'orateur demanda des sanctions.

M. René Lefebvre, qui interpellait également, déclara qu'en ce qui concernait l'application de l'impôt sur le chiffre d'affaires l'enregistrement n'avait pas respecté la volonté du Parlement.

M. Charles Dumont, rapporteur général de la commission des finances, indiqua, dans une interruption :

Par la taxe sur le chiffre d'affaires, nous avons entendu créer un impôt de trésorerie, le seul qui, par son rendement comme, puisse redonner le crédit de la France dans le monde...

Vous avez réussi ! dit ironiquement quel'un.

Qui, clama M. Charles Dumont, nous avons réussi. Nous avons dit aussi que, pour être juste, devrait frapper également tous les contribuables, y compris les coopératives qui achètent pour revendre. Nous avions éliminé ainsi la notion de bénéfice.

Nous avons, d'autre part, considérés les coopératives d'achat en commun comme pouvant être exemptées de la taxe et nous ne les avons frappées que dans leurs bénéfices. Mais tous les citoyens, consommateurs et vendeurs, doivent payer leur part si l'on veut que la taxe atteigne le rendement de 4 ou 5 milliards que nous en attendons !

M. René Lefebvre fit observer que la circulaire du ministre des Finances exonérant les coopératives paraissait être en opposition avec les déclarations de M. Charles Dumont.

M. Paul Gay émit l'avis que l'application de la loi n'était pas assez souple. Il demanda aussi que la situation des établissements d'enseignement, et notamment des maternelles de pension, qui nourrissent des élèves, soit précisée au regard du fisc.

Il semble, dit-il, que l'exonération soit ici de droit !

La discussion continuera vendredi prochain. — LEOPOLD BLOND.

INTERVIEW DU PRINCE CAROL DE ROUMANIE

Le fils aîné du roi Ferdinand nous parle de la situation économique de son pays et nous dit son sentiment sur les élections grecques.

Comme notre envoyé spécial le félicite de ses fiançailles avec la fille aînée de Constantin, il répond que la nouvelle «est peut-être prématurée», mais accepte en souriant ses compliments.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

LUCERNE, 19 novembre. — A chacun des événements qui, en concernant la Grèce, intéressent le roi Constantin, des voyageurs arrivent à l'hôtel National. Les récents succès remportés en Grèce par la dynastie danoise ont, en outre, amené, ces jours derniers, à Lucerne quelques familiers de la maison royale. A l'heure actuelle, presque tous les étrangers en sont



LA PRINCESSE HÉLÈNE DE GRÈCE, qui sera fiancée au prince de Roumanie.

repartis ; les amis de la maison de Grèce, à peu près seuls, séjournent encore près des souverains. Le roi Constantin sort rarement dans la ville. La reine, cloîtrée dans son deuil, s'isole tristement dans ses appartements, et le prince Paul, qui, jusqu'à ces derniers temps, suivait à Lucerne, les cours de l'école cantonale, passe maintenant une grande partie des journées auprès de ses parents, remplis d'espoir.

Le diadoque n'est pas en fuite ; il revient demain, après avoir villégiaturé depuis plusieurs semaines à Sinaia, auprès de sa fiancée, la princesse Elisabeth de Roumanie. En attendant son retour, ses deux sœurs aînées, les princesses Hélène et Irène de Grèce, se promènent sur les bords du lac, en compagnie du prince Carol, héritier constitutionnel de la couronne roumaine.

Le jeune prince, depuis quatre jours à Lucerne, nous a reçu cet après-midi, dans les appartements qu'il occupe au second étage de l'hôtel National.

Laissez-moi vous dire tout d'abord, nous déclara-t-il en nous recevant, combien je suis touché de votre démarche, qui me permet d'affirmer une fois de plus les bons sentiments que j'éprouve pour la France.

Je suis encore enthousiasmé de mon récent passage à Paris et des belles impressions artistiques que j'y ai ressenties ; d'abord la musique et les soirées passées à l'Opéra-Comique encaissent encore mes souvenirs.

Pourriez-vous nous faire part, monseigneur, de votre avis sur la situation actuelle en Roumanie ?

C'est impossible de vous faire ici une déclaration politique. Je tiens cependant à

revenir à la situation de la Roumanie, car, en dehors d'un voisinage ami, d'une similitude de race, d'une communauté d'inspiration, le diadoque de Grèce n'épousera-t-il pas bientôt une princesse de Roumanie, et vous-même, monseigneur, héritier de la couronne de Roumanie, n'allez-vous pas appeler à vos foyers une princesse de la famille royale grecque ?

Le prince, très aimablement, nous déclara alors que la nouvelle de ses fiançailles était peut-être prématurée, et comme nous nous retirâmes sur ces mots, nous avons tenu tout de même à être le premier à féliciter ce prince ami de la France. Le prince Carol accepta en souriant nos compliments.

Maxime BAZE.

UN AMIRAL ANGLAIS REÇU PAR CONSTANTIN

LUCERNE, 19 novembre. — Un amiral anglais est venu, ce soir, conférer à Lucerne avec l'ex-roi de Grèce, Constantin. A son arrivée à l'hôtel National, l'amiral Mackerron fut reçu par le colonel Lewis, fut aussitôt introduit auprès de Constantin. L'entretien dura plus d'une heure. L'amiral anglais, qui fit longtemps partie d'une mission britannique en Grèce, a été admis à la table du roi. Le prince Carol de Roumanie, ainsi que les membres de la famille royale de Grèce, assistaient au dîner offert à l'amiral anglais. — M. B.

L'AVIATEUR DESTIENNE, AUTEUR DE L'ACCIDENT DU GRAND-MONTROUGE, EN CONSEIL DE GUERRE

Il est condamné à un an de prison avec bénéfice du sursis

Le sergent aviateur René Destienne, qui, par sa folle imprudence, causa le terrible accident du Grand-Montrouge, lequel coûta la vie à quatre enfants, a comparu, hier, devant le conseil de guerre. On se rappelle les faits : le 6 septembre, vers 3 heures, René Destienne, qui accomplissait un stage au camp d'aviation du Bourget, vint évoluer au-dessus du Grand-Montrouge, où son père était directeur

d'école et où il comptait de nombreux camarades. Les habitants de Montrouge, hantés d'émotion, suivaient les péripéties de cette randonnée. Pour mieux se montrer, l'aviateur était descendu au ras des toits, continuant ses périlleuses évolutions. L'appareil heurta d'une aile un pylône placé sur le toit d'une maison de six étages pour porter des câbles. L'accident, que la foule anxieuse regardait, arriva. L'équilibre, l'aviation s'abattit comme un nuage dans la cour du patronage catholique de la Providence ; quatre enfants furent tués, un cinquième blessé ; le mécanicien de l'avion y trouva, lui aussi, la mort.

L'acte d'accusation, après avoir relaté les faits, conclut à la mise en accusation de Destienne, pour homicide par imprudence et infraction aux règlements militaires.

A son banc, l'accusé est très abattu. Il semble accablé par la terrible responsabilité qu'il porte. Il exprime ses regrets, douloureusement, et, pour sa justification, déclare que sa descente fut causée par la rupture de deux lames du haubannage ; la rencontre du pylône l'acheva en captage.

Après l'interrogatoire assez bref, l'abbé Clercy, directeur du patronage, vint raconter avec émotion l'affreux mort des quatre enfants.

La déposition du capitaine Weiss, chef hiérarchique de Destienne, fut grave pour l'accusé. Il ne croit pas à la rupture des lames de hauban et il impute l'accident à la seule imprudence de l'aviateur.

Le capitaine Fonck, cité par la défense, s'était excusé, rétorqué qu'il était à la Chambre, mais le capitaine Nungesser répondit à l'appel de son nom. Il donna des explications sur les divers genres de vol et les évolutions. Pour lui, l'hypothèse de la rupture des lames ne doit pas être écartée d'une manière absolue.

Il termina sa déposition en disant que Destienne avait déjà subi la peine la plus grave pour un aviateur — la radiation du personnel navigant.

Le réquisitoire du lieutenant-colonel Bayle fut sévère.

M. Albert Bes, un ancien aviateur, dans sa plaidoirie, rappela la belle conduite de Destienne, sa blesure, sa citation.

Le conseil de guerre, qui présidait le colonel Goujon, par cinq voix contre deux, a condamné le sergent Destienne à un an de prison avec sursis.

UNE GLOIRE FRANÇAISE VERRA-T-ON M. CLAUDE MONET A L'INSTITUT ?

Un groupe de membres de l'Académie des beaux-arts songe à offrir au grand maître de la peinture française le fauteuil de Luc-Olivier Merson.

Ce que nous dit M. Ch.-M. Widor, secrétaire perpétuel de l'illustre Compagnie.

Nous l'annonçons ces jours derniers, de bonne source : l'Institut, un groupe de membres de l'Académie des beaux-arts, pour être plus exact — songe à offrir à Claude Monet le fauteuil vacant de Luc-Olivier Merson.

Claude Monet, le maître incomparable de la lumière, le magicien de la couleur, dont la palette est une joaillerie précieuse ; Claude Monet, le notateur sensible, suprasensible, de la nuance et du reflet des heures sur les fleurs et les feuilles, la brume et l'eau, la neige et la pluie ; Claude Monet sous la Coupole... Quel coup de soleil au bout du pont des Arts !

Où, mais, l'on sait la répugnance, maintes fois affirmée, du grand peintre impressionniste pour les honneurs officiels, et son indépendance, intransigeante jusqu'à la brutalité.

Pour en avoir le cœur net, nous nous sommes adressés à M. Widor, l'éminent secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts.

M. Widor est musicien et, en sus, homme d'esprit et de goût très fin. Son sens musical apprécie comme il convient les belles symphonies chromatiques de Claude Monet.

Ce que je pense d'une candidature éventuelle de Monet à l'Académie ? nous dit-il. Mais... nous en parlerons, l'autre jour, Flameng et moi...

Avec faveur ?

Certes ! Monet est l'un des plus grands noms de la peinture française ! Sans préjuger en rien de ses intentions, d'abord, et, ensuite, du sentiment de mes collègues, je puis bien dire que sa gloire est de celles qui ne pourraient qu'ajouter au lustre de notre Compagnie.

Mais je ne suis pas peintre... Les peintres l'emportent sans doute dans une décision qui les intéresse plus particulièrement.

Plus que Rodin, Monet ne saurait prendre l'initiative d'une candidature où il risquerait d'être mis en échec. L'Académie ferait-elle pour l'illustre peintre la même démarche que pour le grand sculpteur ?

Vous rappelez là de cruels souvenirs, dit en souriant M. Widor. Rodin — trop tardivement, hélas ! — eût été reçu par acclamation parmi nous. Vingt-sept signatures d'académiciens couvraient la lettre que Bonnat revendiqua le privilège de porter lui-même à Meudon.

— Mon cher ami, dit-il à Rodin avec finesse, par ces temps de calamité, les communications sont d'une lenteur désolante.

Arrêté sur la plainte de MM. Serjus et Boucot, nous l'avons dit, Georges Crocquet avait été remis en liberté provisoire. M. Durand, juge d'instruction, estimant que le délit d'escroquerie n'était pas, en l'espèce, nettement caractérisé. Mais les tribulations de Crocquet n'en sont point terminées pour cela.

En dehors du lancement du journal *Les Forces françaises*, du délit commis au préjudice d'un intérimaire militaire, Georges Crocquet est l'objet d'une plainte déjà ancienne, déposée au Parquet en mars 1919 par M. Hippert, industriel.

Pour procurer à ce dernier des camions destinés aux régions libérées, Crocquet, qui se donnait comme attaché au ministère de la Guerre et ami intime de M. Mandel, se fit avancer 10,000 francs.

L'industriel ne revint ni argent ni camions. Devant M. Teyssier, juge d'instruction, Crocquet promit de rembourser la somme avancée, mais après avoir donné 4,000 francs, il ne fit plus aucun versement et l'affaire en resta là.

Enfin, Crocquet est encore l'objet d'une plainte dans laquelle le signataire l'accuse de lui avoir délivré un faux chèque de 80,000 francs.

M. Ducreux, directeur de la police judiciaire, a, en conséquence, ouvert une nouvelle enquête.

C'est M. Warain, juge d'instruction, qui est chargé d'instruire la plainte Serjus et Boucot.

LE SÉNAT OCCUPE DE LA QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ COMMERCIALE

Mais sa commission repousse le texte voté par la Chambre.

Le Sénat a abordé, hier, l'examen de la proposition sur la propriété commerciale.

La Chambre avait voté, à ce sujet, un texte instituant un droit de priorité au renouvellement des baux en faveur des commerçants. Elle avait également établi, au profit de ces derniers, un droit d'indemnité dans le cas où le droit de priorité ne pourrait être exercé. A ce texte, M. Morand, rapporteur, a opposé une série de dispositions, arrêtées par la commission sénatoriale, repoussant, notamment, la priorité au renouvellement du bail comme constituant une atteinte au respect des conventions ainsi qu'au droit de propriété.

La commission, reconnaissant cependant qu'il y avait des abus de la part de certains propriétaires, s'était ralliée au principe du droit d'indemnité.

Elle proposait que ce droit fût acquis lorsque le propriétaire a réalisé un bénéfice en relouant ses locaux à un autre commerçant de même catégorie.

Le locataire devra, deux ans avant la fin du bail, signifier les conditions auxquelles il propose de passer un nouveau bail, à préciser le rapporteur. Si le propriétaire refuse de renouer et s'il loue pour un commerce similaire, il devra tenir compte au locataire sortant de toute la plus-value conférée à ce dernier par l'immeuble. L'action du locataire sera prescrite au bout de cinq ans ; après ce délai, on ne peut plus parler de plus-value donnée par le locataire à l'immeuble.

M. Guiller a soutenu un contre-projet reprenant, en partie, le texte de la Chambre.

M. Isaac, ministre du Commerce, s'est rallié au texte de la commission sénatoriale.

Le contre-projet aurait l'inconvénient de remettre au tribunal le soin de faire la convention, a-t-il dit.

La discussion continuera mardi.

Contre les spéculateurs

Une délégation de la commission de la Chambre chargée de l'examen des projets visant la répression des spéculations s'est rendue, hier, auprès du président du Conseil pour lui signaler l'intérêt qu'il y avait à poursuivre les spéculateurs.

M. Georges Leygues lui a affirmé, une fois de plus, la volonté du gouvernement de réprimer tous les faits de spéculation illicite.

LECONS

Par Correspondance

33, Rue de Rivoli

PARIS

Commerce, Comptabilité, Steno-Dactylo, Langues, etc.

Préparation aux Arrets et aux Baccalauréats.

L'ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS



M. PAUL HYMANS (à gauche), PRÉSIDENT, ET M. VIVIANI QUITTANT L'ASSEMBLÉE APRÈS UNE SÉANCE

GENÈVE, 19 novembre (De notre envoyé spécial). — L'événement sensationnel de ce matin a été le discours que le député travailliste anglais Barnes a prononcé en son nom personnel, et non comme représentant de l'Angleterre. M. Barnes, avec des réserves nombreuses, a réclamé, conformément au désir d'une paix définitive exprimé par le monde ouvrier de Grande-Bretagne, l'admission des anciens empires centraux dans la Société des nations. Bien qu'il ait souligné les responsabilités des puissances ennemies de l'Entente et la nécessité pour ces Etats de réparer ce qu'elles ont détruit, M. Barnes a été écouté dans le plus profond silence : tous les délégués étaient tournés vers M. Viviani, manifestement nerveux. M. Bourgeois, encore souffrant, n'était pas présent à la séance.

Malgré ce discours inattendu, il semble que la France et l'Angleterre, en jugeant

par les nombreuses conférences tenues entre ces deux nations, ne sont séparées par aucune divergence de vues.

Une protestation de l'Allemagne

On a reçu cet après-midi, au bureau de la Société des nations, un document de huit à dix pages, dans lequel l'Allemagne accuse les Alliés de n'avoir pas tenu leurs engagements en ce qui concerne la distribution des mandats sur les colonies.

D'autre part, l'Allemagne déclare avoir signé la convention dans la croyance qu'elle serait admise à la Société des nations et qu'ainsi elle serait autorisée à participer à cette répartition des mandats. Comme elle a été laissée de côté sur ce point, elle ne se reconnaît plus liée par sa signature pour cette clause particulière du traité de paix.

EXPLOITS ET AVATARS DE GEORGES CROCQUET

Après avoir été arrêté sur la plainte des artistes Boucot et Serjus, Georges Crocquet a été mis en liberté provisoire. Mais il lui reste à s'expliquer sur d'autres plaintes en escroquerie qui ont été portées contre lui.

Arrêté sur la plainte de MM. Serjus et Boucot, nous l'avons dit, Georges Crocquet avait été remis en liberté provisoire. M. Durand, juge d'instruction, estimant que le délit d'escroquerie n'était pas, en l'espèce, nettement caractérisé. Mais les tribulations de Crocquet n'en sont point terminées pour cela.

En dehors du lancement du journal *Les Forces françaises*, du délit commis au préjudice d'un intérimaire militaire, Georges Crocquet est l'objet d'une plainte déjà ancienne, déposée au Parquet en mars 1919 par M. Hippert, industriel.

Pour procurer à ce dernier des camions destinés aux régions libérées, Crocquet, qui se donnait comme attaché au ministère de la Guerre et ami intime de M. Mandel, se fit avancer 10,000 francs.

L'industriel ne revint ni argent ni camions. Devant M. Teyssier, juge d'instruction, Crocquet promit de rembourser la somme avancée, mais après avoir donné 4,000 francs, il ne fit plus aucun versement et l'affaire en resta là.

Enfin, Crocquet est encore l'objet d'une plainte dans laquelle le signataire l'accuse de lui avoir délivré un faux chèque de 80,000 francs.

M. Ducreux, directeur de la police judiciaire, a, en conséquence, ouvert une nouvelle enquête.

C'est M. Warain, juge d'instruction, qui est chargé d'instruire la plainte Serjus et Boucot.

LE SÉNAT OCCUPE DE LA QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ COMMERCIALE

Mais sa commission repousse le texte voté par la Chambre.

Le Sénat a abordé, hier, l'examen de la proposition sur la propriété commerciale.

La Chambre avait voté, à ce sujet, un texte instituant un droit de priorité au renouvellement des baux en faveur des commerçants. Elle avait également établi, au profit de ces derniers, un droit d'indemnité dans le cas où le droit de priorité ne pourrait être exercé. A ce texte, M. Morand, rapporteur, a opposé une série de dispositions, arrêtées par la commission sénatoriale, repoussant, notamment, la priorité au renouvellement du bail comme constituant une atteinte au respect des conventions ainsi qu'au droit de propriété.

La commission, reconnaissant cependant qu'il y avait des abus de la part de certains propriétaires, s'était ralliée au principe du droit d'indemnité.

Elle proposait que ce droit fût acquis lorsque le propriétaire a réalisé un bénéfice en relouant ses locaux à un autre commerçant de même catégorie.

Le locataire devra, deux ans avant la fin du bail, signifier les conditions auxquelles il propose de passer un nouveau bail, à préciser le rapporteur. Si le propriétaire refuse de renouer et s'il loue pour un commerce similaire, il devra tenir compte au locataire sortant de toute la plus-value conférée à ce dernier par l'immeuble. L'action du locataire sera prescrite au bout de cinq ans ; après ce délai, on ne peut plus parler de plus-value donnée par le locataire à l'immeuble.

M. Guiller a soutenu un contre-projet reprenant, en partie, le texte de la Chambre.

M. Isaac, ministre du Commerce, s'est rallié au texte de la commission sénatoriale.

Le contre-projet aurait l'inconvénient de remettre au tribunal le soin de faire la convention, a-t-il dit.

La discussion continuera mardi.

Contre les spéculateurs

Une délégation de la commission de la Chambre chargée de l'examen des projets visant la répression des spéculations s'est rendue, hier, auprès du président du Conseil pour lui signaler l'intérêt qu'il y avait à poursuivre les spéculateurs.

M. Georges Leygues lui a affirmé, une fois de plus, la volonté du gouvernement de réprimer tous les faits de spéculation illicite.

LES ADIEUX AU PUBLIC DE MME DAYNES-GRASSOT

La doyenne des comédiennes françaises, dont on fêtait hier, à la Gaîté, les 80 ans de théâtre, a reçu la Légion d'honneur, que M. Robert de Fiers, président de la Société des auteurs, lui a remise au nom du gouvernement.

La représentation donnée pour les quatre-vingts ans de théâtre de Mme Daynes-Grassot, doyenne des comédiennes françaises, avait attiré, hier, à la Gaîté, un public nombreux.

Le programme était de choix. M. Antoine retraça avec éloquence et émotion la carrière de l'illustre doyenne. La Comédie-Française, l'Opéra, l'Opéra-Comique prêtèrent leur concours. M. Sacha Guitry lui une lettre ouverte à Mme Daynes-Grassot. Mme Simone recita un poème. Mme Marthe Régnier et M. Victor Bouchet jouèrent une scène de *Retour*. Mme Daynes-Grassot se fit applaudir dans *Tartuffe*, où elle incarne Mme Pernelle, et dans *Arlesteine*, où elle tint le rôle de la Renaude.

A la fin de la matinée, M. Robert de Fiers, président de la Société des auteurs, entouré des membres de la presse théâtrale, des auteurs les plus réputés et des artistes des théâtres parisiens, prononça une allocution pleine de finesse et d'esprit.

Une chose manquait à votre gloire, termina M. Robert de Fiers, la petite croix en brillants attachée à un ruban rouge. Nous avons demandé, pour vous, à M. le président de la République et à M. le ministre de l'Instruction publique cette distinction. Notre vœu a été exaucé.

Et le président de la Société des auteurs, au milieu de l'émotion générale, épingla la croix dans la Légion d'honneur sur le corsage de la doyenne.

Mme Daynes-Grassot, acclamée par le public debout, adressa ses remerciements à la presse, aux auteurs, aux artistes, et l'orchestre attaqua la *Marseillaise*.

Ajoutons que le décret conférant la croix de la Légion d'honneur à Mme Daynes-Grassot paraît ce matin au *Journal officiel*.

Les souvenirs de la doyenne

Nous avons pu nous entretenir, après la matinée, avec Mme Daynes-Grassot. Surmontant sa fatigue et son émotion, la vénérable comédienne a bien voulu évoquer quelques souvenirs de sa carrière.

M. Robert de Fiers vient de vous le dire : « Si les journalistes n'avaient eu à s'occuper que de moi, ils auraient pu mourir de faim », mais la presse a toujours été si gentille pour moi... Mes débuts datent de

1840, au Gymnase enfantin. J'avais huit ans. J'ai joué le rôle du chat, dans le *Chat botté*. Je fus ensuite au théâtre de Covent Garden, où je chorégraphiai — je chantais dans la coulisse la cavatine du *Bambin de Séville*.

J'ai joué avec Colbrun. Ce nom ne vous dit rien ; ce fut cependant un acteur de drame célèbre. Je me souviens du succès de ferreur qu'obtint l'*Enfant et les voleurs*.

J'ai parodié Rachel dans une revue à Bobino : — J'avais treize ans. A cette époque, mes parents m'éloignèrent du théâtre.

Mme DAYNES-GRASSOT, photographiée, hier, à la Gaîté-Lyrique.

1840, au Gymnase enfantin. J'avais huit ans. J'ai joué le rôle du chat, dans le *Chat botté*. Je fus ensuite au théâtre de Covent Garden, où je chorégraphiai — je chantais dans la coulisse la cavatine du *Bambin de Séville*.

J'ai joué avec Colbrun. Ce nom ne vous dit rien ; ce fut cependant un acteur de drame célèbre. Je me souviens du succès de ferreur qu'obtint l'*Enfant et les voleurs*.

J'ai parodié Rachel dans une revue à Bobino : — J'avais treize ans. A cette époque, mes parents m'éloignèrent du

10 % DE RABAIS
Sur les Prix ci-dessus et sur tout le Catalogue

LES THÉÂTRES

Matinée à 2 h. 1/2 — Soirée à 8 h.

Le soir, services spéciaux d'AUTOBUS
desservant tout Paris